

Association « CRECHE LE PETIT PRINCE »
31 rue Jean Fiolle
13006 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

SIÈGE SOCIAL : 30 chemin de Saint-Henri, CS 90116, 13322 MARSEILLE CEDEX 16 – Tél : 0800 979 977 (Appel non surtaxé) – www.exco.fr

NOS BUREAUX

CANNES ♦ SALON-DE-PROVENCE
04 92 59 20 70 04 90 56 21 38

Exco Omni Audit – SARL au capital de 744 354 Euros – RCS Marseille 508 966 157 – SIRET 508 966 157 00028 – N° TVA Intracommunautaire FR46 508966157

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-Bosnia

A l'assemblée générale de l'Association CRECHE LE PETIT PRINCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Crèche LE PETIT PRINCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Informations générales complémentaires » de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable faisant suite à la première application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 15 avril 2026

Le commissaire aux comptes

Exco Omni Audit



Delphine FANUCCI HOFFMANN



Bruno GEERAERT

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	7 516	7 012	504	504		
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	2 433 866	1 596 036	837 830	948 075	110 245-	11. 63-
	Installations techniques, matériel et outillage	2 388 137	1 997 423	390 714	479 866	89 152-	18. 58-
	En cours, avances et acomptes	2 784 613		2 784 613	45 559	2 739 054	NS
	Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés						
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	29 042		29 042	29 166	124-	0. 43-
	Total II	7 643 174	3 600 471	4 042 702	1 503 170	2 539 532	168. 95
	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	106 530	11 080	95 449	110 473	15 023-	13. 60-
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	734 066		734 066	1 192 256	458 190-	38. 43-
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (2)	12 437		12 437	4 172	8 265	198. 10
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	2 444 215		2 444 215	2 955 495	511 280-	17. 30-
	Total III	3 297 248	11 080	3 286 167	4 262 396	976 229-	22. 90-
	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecart de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	10 940 421	3 611 552	7 328 870	5 765 566	1 563 304	27. 11

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité						
FONDS PROPRES	Autres						
	Report à nouveau	3 920 991		3 853 951		67 040	1. 74
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	77 962		67 040		10 923	16. 29
	Situation nette (sous total)	3 998 953		3 920 991		77 962	1. 99
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	786 131		863 880		77 749-	9. 00-
	Provisions réglementées						
	Total I	4 785 084		4 784 871		213	0. 00
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
	Droits du concédant						
	Total II						
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
	Total III						
PROVISIONS	Provisions pour risques	5 000				5 000	
	Provisions pour charges	85 671		143 395		57 724-	40. 26-
	Total IV	90 671		143 395		52 724-	36. 77-
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 017 490		37 855		1 979 636	NS
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	145 388		78 722		66 666	84. 69
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	235 925		687 403		451 477-	65. 68-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	53 562		30 814		22 748	73. 83
	Produits constatés d'avance	750		2 508		1 758-	70. 10-
	Total V	2 453 115		837 300		1 615 814	192. 98
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	7 328 870		5 765 566		1 563 304	27. 11

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

2 452 365 834 792

ATTENTION : RESULTAT BILAN différent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	15 810		6 010		9 800	163. 06
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	989 216		1 067 022		77 806-	7. 29-
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	2 798 126		2 523 474		274 652	10. 88
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	57 724		64 860		7 136-	11. 00-
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	3 148		31		3 117	NS
Total I	3 864 024		3 661 397		202 627	5. 53
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	821 347		932 277		110 929-	11. 90-
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	191 099		162 748		28 351	17. 42
Salaires et traitements	1 892 799		1 798 891		93 908	5. 22
Cotisations sociales	565 711		509 572		56 139	11. 02
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	232 410		261 287		28 878-	11. 05-
Dotations aux provisions	16 080				16 080	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	13 129		1 634		11 494	703. 34
Total II	3 732 574		3 666 409		66 165	1. 80
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	131 450		5 012-		136 462	NS

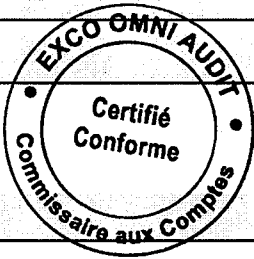


ATTENTION : RESULTAT BILAN diffèrent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	200	253	54-	21. 28-
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
Total III	200	253	54-	21. 28-
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	30 638	1 294	29 345	NS
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
Total IV	30 638	1 294	29 345	NS
2. Résultat financier (III-IV)	30 439-	1 040-	29 398-	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	101 011	6 053-	107 064	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		607 123	607 123-	100. 00-
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		514 644	514 644-	100. 00-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		92 478	92 478-	100. 00-
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	23 049	19 386	3 663	18. 90
Total des produits (I+III+V)	3 864 224	4 268 773	404 549-	9. 48-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 786 261	4 201 733	415 472-	9. 89-
5. EXCEDENT OU DEFICIT	77 962	67 040	10 923	16. 29



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les trois établissements bénéficient de 58, 68 et 52 berceaux autorisés.

Description de l'activité de l'entité :

* Objet social : cette association a pour objet la réalisation d'une activité d'intérêt général à caractère social et familial, mise en oeuvre par l'organisation, la réalisation, la gestion et l'animation de structures d'accueil pour la petite enfance. L'association peut réaliser toute action ou opération ayant un lien direct ou indirect avec l'objet défini ci-dessus. L'association peut réaliser toutes activités mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet social.

* Moyens : Pour atteindre les buts exposés à l'article précédent, l'association pourra, notamment :

- soutenir, par tous moyens, le développement de crèches dans la continuité de son objet social;
- proposer des tarifs modulés en fonction de la situation financière des bénéficiaires;
- financer et favoriser le développement de toute action participant à son objet social;
- développer des partenariats avec tout organisme développant des activités similaires ou connexes;
- de procéder par tous les moyens à la collecte de fonds visant à favoriser le développement de son objet;
- prêter, louer et mettre à dispositions des moyens techniques et humains dans le cadre de projets conformes à son objet;
- organiser des colloques, séminaires, congrès, conférences et formations en vue de favoriser le développement de ses activités;
- éditer toutes publications, brochures, manifestes, catalogues et autres documents d'informations

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

néant



- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

particulier les dispositions du Règlement ANC 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général et sa déclinaison en règlement ANC 2023-03 du 07 juillet 2023 applicable aux associations.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Changement de méthode comptable

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général.

Ce règlement a conduit la société à modifier certaines méthodes de présentation et de classification des états financiers afin de se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat, ainsi qu'aux règles de regroupement et de clarification des postes.

Ce changement constitue un changement de méthode comptable au sens du Plan comptable général. Conformément aux dispositions applicables, les comptes comparatifs ont été retraités lorsque cela était nécessaire afin d'assurer la comparabilité des informations financières entre les exercices, sans incidence sur le résultat ni sur la situation nette de l'entreprise.

L'exercice clos est marqué par la première mise en application du nouveau règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers et à la réforme du PCG obligatoirement applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

À ce titre, les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024, établis conformément au règlement ANC n°2014-03 et approuvés par l'assemblée générale d'approbation des comptes, sont repris dans la présente annexe, section " ANNEXE - COMPTES ANNUELS 2024 ANC n°2014-03

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- MOUVEMENTS IMMOBILISATIONS, AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS -

(Art. 832-1)

Etat des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	7 516			7 516
Immobilisations corporelles				
Constructions sur sol d'autru	2 433 866			2 433 866
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 747 505	3 713		1 751 218
Installations générales, agencements, aménagements divers	224 264	14 678		238 942
Matériel de bureau et matériel informatique	43 080	3 296		46 376
Mobilier	340 275	11 325		351 601
Autres immobilisations corporelles	45 559	2 739 054		2 784 613
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	29 166	1 657	1 781	29 042
TOTAL GENERAL	4 871 232	2 773 723	1 781	7 643 174

Etat des amortissements

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	7 012			7 012
Immobilisations corporelles				
Constructions sur sol d'autru	1 485 791	110 245		1 596 036
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 316 395	101 528		1 417 924
Installations générales, agencements, aménagements divers	190 743	13 659		204 402
Matériel de bureau et matériel informatique	37 003	3 055		40 059
Mobilier	331 117	3 921		335 038
TOTAL GENERAL	3 368 062	232 410		3 600 471



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Durée d'utilisa- tion ou taux d'amor- tissement	Mode d'amortissement
Frais d'établissement	5 ans	Linéaire
Immobilisations incorporelles		
Frais de développement	5 ans	Linéaire
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	5 à 10 ans	Linéaire
Droit au bail		Non amortissable
Fonds commercial	10 ans	Linéaire
Autres immobilisations incorporelles	5 à 10 ans	Linéaire
Immobilisations corporelles		
Terrains		Non amortissable
Agencements et aménagements de terrains	10 à 20 ans	Linéaire
Constructions	20 à 50 ans	Linéaire
Constructions sur sol d'autru	10 à 30 ans	Linéaire
Constructions	5 à 10 ans	Linéaire
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 10 ans	Linéaire
Installations générales, agencements, aménagements divers	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et matériel informatique	5 à 10 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

Etat des dépréciations

	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mises en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients		11 080			11 080
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL		11 080			11 080



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	3 853 951		67 040	0	3 920 991
Excédent ou déficit de l'exercice	67 040		10 923		77 962
Situation nette	3 920 991		77 962	0-	3 998 953
Subventions d'investissement	863 880			77 749	786 131
TOTAL I	4 784 871		77 963	77 749	4 785 084

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	143 395	5 000	57 724		90 671
TOTAL	143 395	5 000	57 724		90 671

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients		11 080			11 080
TOTAL		11 080			11 080
TOTAL GENERAL	143 395	16 080	57 724		101 751
Dont dotations et reprises d'exploitation		16 080	57 724		

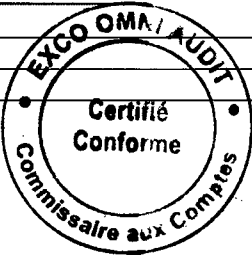


ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	29 042	29 042	
Clients douteux ou litigieux	11 080	11 080	
Autres créances clients	95 449	95 449	
Divers état et autres collectivités publiques	9 517	9 517	
Débiteurs divers	715 635	715 635	
Charges constatées d'avance	12 437	12 437	
TOTAL	873 160	873 160	



Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	1 490	1 490		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	2 016 000	63 909	305 195	1 646 896
Fournisseurs et comptes rattachés	145 388	145 388		
Personnel et comptes rattachés	61 519	61 519		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	128 556	128 556		
Impôts sur les bénéfices	3 661	3 661		
Autres impôts taxes et assimilés	42 189	42 189		
Autres dettes	53 562	53 562		
Produits constatés d'avance	750	750		
TOTAL	2 453 115	501 024	305 195	1 646 896
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 016 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	36 941			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	15 à 20 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	7 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	12 à 20 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Agencement locaux	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	7 20 131
Total	7 20 131

Détail des produits à recevoir

	Montant
SOLDE CAF 2025 (PSU/CTG/Hpreparation/journé peda)	5 68 697
Solde CAF CTG 2024	106 718
Interet financier livret a 2025	34
Remboursement formation	5 361
pdts annexes photo retro 2025	1 095
subvention SRIAS 2025	26 917
suvention entreprise	1 792
Taxe sur les salaires	9 100
aide salariés	417
Total	7 20 131



Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 490
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	535
Dettes fiscales et sociales	115 567
Total	117 592

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	12 437
Total	12 437
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	750
Total	750

Subventions d'équipement

Le montant des subventions d'investissements au 31/12/2025 est de 2 535 191 €, aucune nouvelle subvention d'investissement sur l'année 2025.

Les subventions sont rapportées au résultat en fonction de la durée d'amortissement des biens qu'elles subventionnent.

Au 31/12/2025 le montant des subventions d'investissements rapporté au résultat est d'un montant de 77 749€ ayant été viré au résultat cette année.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
Prestation PSU CAF	2 174 077
subvention Mairie	347 759
Subvention entreprises	183 703
Subventtion aides salariés	14 839
Qp subvention investissement	77 749
Total	2 798 127

Rémunération des dirigeants

(PCG Art. 831-3, 832-12, 832-13)

Rémunérations allouées aux membres	Montant
des organes de direction ou de gérance	5
Total	5

Le montant des rémunérations des cinq plus hauts cadres dirigeants, salariés s'élève sur l'exercice à 356 537€.

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	5
Employés	63
Total	68



Valorisation des contributions volontaires

Néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés



Engagements reçus

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

le turn over étant élevé, l'engagement de retraite est non significatif

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES -

(Art. 832-20)

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	16 009	
TOTAL	16 009	

